



CONSEIL MUNICIPAL DU 16 FEVRIER 2016

L'an deux mille seize, le seize février à 19 heures 30 minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de M. Yannick TASSET, Maire.

Etaient présents :

M. TASSET, Maire,

M. JUILLET, Mme ORHAND, M. GUERIN, Mme BESCHI, Mme ROCHE, M. DUPON, adjoints,

M. SCHMIDT, M. BARDOT, M. DOUNIES, M. POMARET, Mme LE PARC, Mme COCHARD, Mlle. ETIENNE, M. LEMAHIEU, Mme KOLODKINE, M. LANGLAIS, Mme CHARTIER, Mme MARCHAL, M. LOUVET, Mme BOISVERD, M. DE RUFFIER D'EPENOUX conseillers municipaux.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné pouvoir :

Mme GRANDIN à M. SCHMIDT
M. ETIENNE à Mlle ETIENNE
M. LE BLOAS à M. DUPON
Mme BORG à M. TASSET
M. CHARNALLET à Mme BESCHI
Mme CATTON à Mme LE PARC
M. JUTTEAU à M. LANGLAIS

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Nombre de conseillers municipaux présents : 22

Nombre de conseillers municipaux ayant donné pouvoir : 7

Nombre de conseillers votants : 29

Secrétaire de séance : Mme BOISVERD

Date de convocation : le 11 février 2016

Date d'affichage : le 11 février 2016

Délibération n°2016-001
OBJET : ADMINISTRATION GENERALE –
PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 1^{ER} DECEMBRE 2015

Le Conseil Municipal,

APPROUVE à l'unanimité des membres présents ou représentés le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 1^{er} décembre 2015.

Délibération n°2016-002
OBJET : ADMINISTRATION GENERALE –
PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 15 DECEMBRE 2015

Le Conseil Municipal,

APPROUVE à l'unanimité des membres présents ou représentés le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 15 décembre 2015.

Délibération n°2016-00
OBJET : ADMINISTRATION GENERALE –
PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 17 DECEMBRE 2015

REPORTEE

Eliane MARCHAL souhaite qu'il soit ajouté, page 6, qu'elle est d'accord avec Christian JUTTEAU après « Christian JUTTEAU dit que sur le document qui a circulé au sein de la commission il n'y a eu aucune remarque, il a été approuvé ». Elle demande également que le terme « erreur » soit remplacé par le mot « coquille » sur le passage : « Laetitia ORHAND fait remarquer qu'il y a une erreur sur la ligne « Esthétique générale » : les projets C et D sont à égalité. »

Délibération n°2015-003
OBJET : ADMINISTRATION GENERALE - DECISIONS DU MAIRE

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur,

PREND ACTE des informations suivantes :

DATE	INTITULE	NUMERO	MONTANT
11/12/2015	MAPA Construction modulaire école de musique - OMB	2015-078	555 000 € HT
14/12/2015	Contrat d'entretien de l'élévateur PMR du groupe scolaire Pasteur	2015-079	517 € HT
18/12/2015	Convention d'occupation précaire pour le logement d'urgence sis 45 rue de Colombet consenti à Mme TRUBETSKA	2015-080	80 € / loyer mensuel
18/12/2015	Contrat de mission de Contrôle Technique pour l'extension G.Scol. La Fontaine - BTP CONSULTANTS	2015-081	7378 € HT
18/12/2015	Contrat de mission CSP - Extension G.Scolaire La Fontaine - BUREAU VERITAS	2015-082	3875 € HT

DATE	INTITULE	NUMERO	MONTANT
05/01/2016	Convention d'occupation précaire pour le logement sis 256 rue de Montamets consenti à Mme Fleury	2016-001	600 € / loyer mensuel
05/01/2016	Défense des intérêts de la commune AFFICHE + c/ Commune d'Orgeval – annulation du titre n°1349 du 28/09/2015 de 2 000 €	2016-002	
11/01/2016	Avenant n°1 au contrat de maintenance pour la machine à mise sous plis – Société NEOPOST	2016-003	337,30€ HT
18/01/2016	MAPA assistance gestion TLPE- REFPAC – GPAC Sur 4 ans	2016-004	37 000 € HT
25/01/2016	Contrat de coréalisation 3 concerts - Association Festival de musique des Chapelles	2016-005	11 000 € TTC desquels sont déduites les recettes

Aude BESCHI et Patricia CHARTIER demandent en quoi consistent les conventions d'occupation précaire pour les logements d'urgence respectivement situés rue de Colombet et rue de Montamets. Yannick TASSET répond que ce sont des conventions signées en accord avec l'occupant, le logement est entièrement pris en charge au départ puis un loyer minime est demandé après quelques mois, de façon à ce que les gens « remettent le pied à l'étrier ». Danielle ROCHE précise que ces logements sont octroyés pour loger des personnes en difficulté ; elles libéreront les lieux à la fin de l'année scolaire.

Geneviève KOLODKINE demande le montant des recettes du 1^{er} concert. Jean-Pierre JUILLET lui indique que 1 500 € ont été collectés. Elle fait remarquer qu'il y a eu beaucoup d'invitations et de fait, certaines personnes qui ont payé leur place, n'ont pas pu bénéficier d'emplacements assis.

Daniel LOUVET s'étonne que l'on soit encore en conflit avec Affiche +, cette société ne veut pas payer ce qu'elle doit. Affiche + a été condamnée au Tribunal Administratif sur ce sujet. Yannick TASSET précise que la société Affiche + a payé la TLPE.

Eliane MARCHAL, sur le MAPA assistance gestion TLPE- REFPAC – GPAC, demande qu'il soit précisé que c'est un marché sur 4 ans. Yannick TASSET dit que cela va être ajouté.

Délibération n°2015-004

OBJET : FINANCES - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRE – EXERCICE 2016

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir débattu,

PREND acte des informations contenues dans le projet d'orientations budgétaires 2016.

Yannick TASSET donne la parole à Jean-Pierre JUILLET, adjoint aux finances.

CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL 2016

- Produit Intérieur Brut : + 1,5 % (selon loi de finances 2016)
- Hausse des prix à la consommation 2016 : + 1 % (estimation)
- Taux d'intérêts peu élevés

Contribution des collectivités 2016 (LOF 2016) :

Bloc communal

- Communes 1,45 Md
- EPCI 0,62 Md

Départements 1,148 Md
Régions 0,451 Md

Soit 56 % pour le bloc communal, 31 % pour les départements et 12 % pour les régions

Conséquences :

- Tensions budgétaires
- Encadrement accru pour les finances des collectivités locales
- Montée en charge de la péréquation horizontale

CONTEXTE POUR ORGEVAL

Diminution des concours financiers de l'Etat

Recettes	2013	2014	2015	2016 Prévisionnelles
DGF	610 722,00	557 159,00	410 058,00	260 058,00

Prélèvements en augmentation

DEPENSES	2013	2014	2015	2016 Prévisionnelles
FPIC	32 594,00	84 781,00	17 902,00	Inconnu (CU)
FSRIF	1 432,00	109 663,00	216 015,00	232 951,00
LOI SRU	182 140,00	239 027,04	157 288,25	157 290,00
Total	216 166,00	433 471,04	391 205,25	390 241,00

Charges à financer 2013 - 2016

Evolutions	2013	2014	2015	2016 Prévisionnelles
Prélèvements FPIC, FSRIF, SRU	216 166,00	433 471,04	391 205,25	390 241,00
Diminution annuelle de la DGF	-	53 563,00	200 664,00	350 664,00
Suppression de la dotation de fonctionnement "crèche" du Département	-	-	-	65 016,00 (participation commune)
Montant à financer	216 166,00	487 034,04	591 869,25	805 921,00

Taux	2013	2014 + 2,5 %	2015	2016 Prévisionnels + 2 %	TOTAL
Evolution partiellement compensatrice	-	81 050,70	-	70 500,40	151 551,10

Résultats de l'année	2013	2014	2015
Fonctionnement	1 048 975,19	1 422 486,68	561 272,29
Financement "voirie"	360 000,00	360 000,00	180 000,00
Remboursement exceptionnel CA2RS pour voirie non réalisée	-	784 546,00	-
Evolution du résultat de fonctionnement	1 408 975,19	997 940,68	741 272,29

Fiscalité

Taux	2013	2014 + 2,5 %	2015	2016 Prévisionnels + 2 %
TH	10,39	10,65	10,65	10,97
TFB	11,33	11,61	11,61	11,96
TFNB	70,89	72,66	72,66	74,85

Produits	2013	2014	2015	2016 Prévisionnelles
FISCALITÉ	3 242 028,00	3 404 857,00	3 525 020,00	3 586 562,00

Contexte financier de la commune

Les recettes prévues en 2016

Recettes	Réalisé 2015	Estimation provisoire 2016	Tendance d'évolution
Recettes fiscales	3 525 020,00	3 586 562,00	2015 comprend les rôles supplémentaires
Attribution de compensation de la CA2RS	2 522 813,00	2 507 139,00	En 2016, part investissement non prise en compte - SDIS + transports occasionnels
Dotations de l'Etat	628 710,74	429 810,00	Dotation élection en 2015 - Baisse DGF
Impôts indirects (taxe sur les enseignes, Droits de mutation...)	972 419,62	780 000,00	Pas de recettes prévues sur les terrains devenus constructibles & prudence sur la TLPE
Recettes de gestion	1 110 954,71	1 106 583,00	Prudence sur les remboursements sur rémunérations du personnel (agents malades)
Total recettes	8 759 918,07	8 410 094,00	

Attribution de compensation positive **2 507 139**

Le SDIS (service incendie) est repris par la CU et est donc déduit de l'attribution de compensation, soit 220 027,57 €.

Les transports occasionnels sont repris par la Ville, soit 17 653 €

Les travaux de voirie ne sont pas déduits de ce montant.

L'état de la dette

❖ Capital restant dû au 31 décembre 2015 : 5 053 807,27 €

Capital restant dû au 31 décembre 2016 : 4 684 122,59 €

❖ Capital remboursé en 2015 : 364 079 €

Prévision 2016 : 369 685 €

❖ Intérêts remboursés en 2015 : 75 441 €

Prévisions 2016 : 66 136 € (sans augmentation des taux)

ORIENTATIONS 2016

Diminution des dépenses de gestion hors personnel de **1 %** hors charges exceptionnelles et nouvelles tenant compte de :

- Hausse du coût des contrats
- Etude démographique en vue de la programmation de nouveaux équipements scolaires
- Associations : maintien au mieux des subventions
- Dépenses de personnel : hausse du point d'indice de 1 %
- Rythmes scolaire : poursuite des ateliers TAP

Plusieurs scénarios possibles :

➤ **Volonté politique de maintenir les services**

- ❖ Soit en continuant de réduire certaines dépenses communales
- ❖ Soit en augmentant la fiscalité : la dépense pèse sur les administrés
- ❖ Soit en augmentant les tarifs des services : la dépense pèse sur les utilisateurs
- ❖ Soit en mixant les 3 précédentes propositions

➤ **Volonté de maintenir un endettement conforme à nos engagements politiques**

- ❖ Revoir les investissements à la baisse
- ❖ Vente d'actif (exemple : logement en centre-ville)

ORIENTATIONS 2016

- ❖ Rénovation du patrimoine de la ville
- ❖ Acquisition de terrains
- ❖ Couverture d'un tennis
- ❖ Eglise : portail et sous-bassement
- ❖ Extension de l'école maternelle et de l'ALSH
- ❖ Nouveaux parkings à St-Marc et à proximité du cimetière
- ❖ Etude de faisabilité des salles multifonctions

Daniel LOUVET dit que les impôts augmentent mais pas les salaires ni les retraites ; les finances ne sont pas bien gérées. Lorsque les recettes baissent, il faut diminuer les dépenses mais les politiques ne savent pas faire : le département augmente de 66%. Compte tenu de la valeur locative moyenne à Orgeval qui est de 8 900 €, cela représente une augmentation moyenne de 300 € pour les propriétaires fonciers. Des économies sont pourtant à faire. Il faut que la commune réduise son train de vie en baissant les dépenses non indispensables telles que, par exemple, le paiement des frais d'avocat au maire ainsi que la prise en charge des frais de représentation du maire injustifiés. Il propose d'arrêter de financer des études qui ne servent à rien ; elles sont entassées dans la mairie et on ne les retrouve plus. Il faut favoriser la plantation de plantes vivaces au lieu des plantes annuelles. Yannick TASSET lui rappelle que la commune, tous les jours, s'emploie à faire des économies. Cela se traduit notamment par la cérémonie des vœux du maire beaucoup moins coûteuse, la réduction du repas des seniors, la baisse des charges de chauffage.

Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX note que l'on se satisfait des bons chiffres des dépenses en personnel. Il souligne cependant que ce chiffre ne tient pas compte du transfert de compétences auprès des structures intercommunales.

Jean-Pierre JUILLET précise qu'il n'y a pas eu de transfert de personnel à la Communauté Urbaine (CU), à part le personnel de voirie. Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX répond que c'est justement le problème, car il y a bien des créations de poste à la CU.

Yannick TASSET répond que les dépenses de la commune portent sur les services proposés aux orgevalais : réduire ces dépenses viendrait à supprimer des services. Faut-il supprimer les garderies périscolaires, les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), la restauration scolaire, les ATSEM dans les écoles ? Il rappelle que de nombreux orgevalais ont besoin de ces services même si M. DE RUFFIER D'EPENOUX a les moyens de faire garder ses enfants autrement. Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX répond que M. le Maire a toujours le même discours et émet toujours des remarques personnelles.

Yannick TASSET répond qu'il est systématiquement attaqué par Daniel LOUVET sur ses frais de représentations par exemple ; il précise que ces frais couvrent l'équivalent de 300 kms mensuels parcourus avec son véhicule personnel. En réalité, il en fait beaucoup plus. Pour information, un grand nombre de maires ont un véhicule de fonction et font le plein aux frais de leur commune ; ce qui n'est pas son cas. Ses indemnités couvrent le travail perdu à son cabinet médical. Il précise à Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX que ce n'est pas une attaque personnelle. De nombreux orgevalais ont besoin de ces services.

Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX demande qu'un bilan portant sur le transfert de personnel suite au transfert de compétences soit réalisé. Il ne faut pas regarder que la dette de la commune mais la dette de tous les échelons intercommunaux.

Hélène BOISVERD souligne que des pans entiers de compétences gérées précédemment par la commune sont passés à la Communauté Urbaine ; elle a l'impression que les élus perdent la main alors que cela représente une grosse somme d'argent. Elle souligne que certains élus sont les représentants de la commune dans ces structures et n'y passent pas beaucoup de temps. Le conseil municipal ne sait rien de ce qui s'y passe. Yannick TASSET donne raison à Mme BOISVERD. Il répond que les élus désignés pour représenter la commune y passent du temps mais il regrette lui aussi que leurs actions soient très limitées. Yannick TASSET rappelle que l'unanimité du Conseil municipal a voté contre le choix de la communauté urbaine.

Eliane MARCHAL rappelle que des études ont été réalisées et regrette que beaucoup n'ont servi à rien. Par exemple, l'étude de circulation du centre-ville ainsi que l'étude réalisée par le cabinet Saville dans le cadre de l'opération d'aménagement Feucherolles-Colombet dont les chiffres donnés sur les coûts de construction étaient, selon elle, erronés et pour lesquels elle n'a pas eu d'explication malgré plusieurs demandes. Il est regrettable de faire des études qui coûtent trop chers et qui ne servent à rien. Yannick TASSET rappelle que l'étude de circulation a été réalisée à la demande de l'opposition.

Eliane MARCHAL observe que seul l'endettement de la commune est présenté ; celui des syndicats a été omis. Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX propose, pour réaliser des économies, que les libertés fondamentales des listes d'opposition soient respectées, cela éviterait des démarches coûteuses de réédition et de distribution d'articles : en effet, dans le dernier magazine communal, la présentation de la tribune de l'opposition ne respectait pas ce qui avait été donné par l'opposition et la majorité a donc dû réimprimer le document et le faire distribuer. Hélène BOISVERD dit que ce n'est pas la première fois que le texte donné par l'opposition est réduit ou sans les caractères gras. Yannick TASSET répond qu'un nombre de signes est prévu dans le règlement et qu'il doit être respecté pour éviter les modifications. Il rappelle aux élus qu'ils peuvent, comme il l'avait fait en son temps, lorsqu'il était lui-même dans une liste d'opposition, publier, à leur frais, un petit journal. Yannick TASSET souligne que les attaques menées par les listes d'opposition devant les tribunaux contre la mairie sont autant de dépenses inutiles. Jean-Pierre JUILLET rappelle que les compétences qui ont été transférées ne sont pas celles qui embauchaient du personnel en mairie, ou peu. Les services fonctionnels tels que l'Etat-civil, les ressources humaines, l'urbanisme comptent un nombre d'agents identiques. Seul un agent, employé en tant qu'ambassadeur du tri, dont le temps de travail équivalait à un mi-temps, a été transféré. Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX demande si les élus ont déjà rapporté à la communauté urbaine que l'on recrutait trop sans supprimer pour autant des postes dans les secteurs où des compétences ont été concédées. Il rappelle notamment que le Conseil Départemental des Yvelines, qui a pourtant vu beaucoup de ses compétences transférées à la communauté urbaine, va très fortement augmenter sa fiscalité. Yannick TASSET l'invite à venir aux séances du conseil communautaire qui sont ouvertes publics.

Délibération n°2015-005

OBJET : FINANCES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – AUTORISATION DE PAIEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2016

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (21 voix pour, 3 voix contre (M. LOUVET, Mme MARCHAL, Mme BOISVERD), 5 abstentions (M. DE RUFFIER D'EPENOUX, Mme KOLODKINE, Mme CHARTIER, M. JUTTEAU, M. LANGLAIS)),

DECIDE

D'AUTORISER l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des dépenses d'investissement inscrite au chapitre 21 du budget primitif, soit un montant maximum de 600 701,59 € réparti comme suit :

- Couverture du tennis n° 1	200 000,00 €
- Ecole de musique : bureau de contrôle et mission SPS	14 000,00 €
- Extension de l'école maternelle	386 701,59 €

Laurent DE RUFFIER D'EPENOUX réitère la remarque qu'il a déjà faite à de nombreuses reprises : il fait partie de l'association de tennis et il n'a jamais vu quiconque quitter l'association du tennis club d'Orgeval au motif qu'il n'y a pas de terrain couvert. Certains quittent le club d'Orgeval pour celui de Morainvilliers et pourtant, ce dernier n'a pas de bulle. Il s'interroge sur la réelle utilité de cette bulle. Yannick TASSET lui répond que la commune aide l'ensemble des associations ; cette demande est formulée depuis de nombreuses années par l'association du tennis club. André DUPON précise que cette association était en déficit et qu'elle n'avait jamais demandé de subvention jusqu'à très récemment ; la commune ne lui verse une subvention que depuis l'année dernière. Guy DOUNIES indique que cette association, qui compte 450 adhérents, demande juste que l'on apporte un peu de confort aux joueurs. Il rappelle en sa qualité d'ancien président de l'association du Tennis Club que les cours et les équipements, à l'exclusion du club-house, ont été financés par les adhérents. Cette bulle peut paraître chère mais son acquisition est utile.

Eliane MARCHAL dit que l'extension de l'école maternelle et l'école de musique sont des projets indispensables ; la bulle de tennis ne l'est pas. C'est la différence avec les autres projets. L'opposition aurait voté favorablement s'il n'y avait pas la bulle.

Délibération n°2016-006

OBJET : VIE ASSOCIATIVE

AVANCE DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS ET ETABLISSEMENT PUBLICS COMMUNAUX

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (27 voix pour (M. LOUVET et Mme BOISVERD ne prennent pas part au vote),

DECIDE

D'ATTRIBUER une avance de subvention au titre de l'année 2016 aux associations et établissements publics suivants :

- Arts et loisirs	10 000,00 €
- Comité des œuvres sociales du personnel communal	8 500,00 €
- Football Club de Villennes/Orgeval/Médan	7 250,00 €
- Orgeval en Fêtes	7 500,00 €
- Atelier de sculpture	375,00 €
- Association sportive collège Derain	450,00 €
- OTT Tennis de table	1 400,00 €
- Histoire d'Orgeval	1 750,00 €
- UNC/UNCATM	475,00 €
- ESOBAMA	1 750,00 €
- Club de l'amitié	1 100,00 €
- Baseball Softball Club	1 500,00 €
- APSO	170,00 €
- ACPG-CATM	475,00 €
- Cercle d'escrime	2 500,00 €
- Eco Garde	1 000,00 €
- Club Astronomie	500,00 €
- Ensemble vocal d'Orgeval	3 175,00 €

- Geste d'Orgeval	1 250,00 €
- Karaté Goshin Do	1 400,00 €
- VO2 Rives de Seine	700,00 €
- Les Restaurants du Cœur	175,00 €
- Les chevalets d'Orgeval	250,00 €
- Handi Val de Seine	992,00 €
- Le Souvenir français (Comité de Chambourcy)	500,00 €
- Tennis Club Saint Marc	4 000,00 €
- Caisse des écoles	35 442,00 €
- CCAS	12 909,00 €

Délibération n°2016-007

OBJET : ASSOCIATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A L'ASSOCIATION HISTOIRE D'ORGEVAL

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

D'OCTROYER une subvention complémentaire de 500 € en 2016 à l'association «*Histoire d'Orgeval*» pour soutenir le fonctionnement de cette association

Délibération n°2015-008

OBJET : SCOLAIRE REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES - ANNEE 2015/2016

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

D'APPLIQUER aux communes de résidence des enfants accueillis dans les écoles publiques d'Orgeval une participation de 973 € pour un élève accueilli en école maternelle et de 488 € pour une élève accueilli en école élémentaire pour l'année scolaire 2015/2016.

PRECISE que le même tarif sera appliqué par les communes extérieures pour l'accueil des élèves orgevalais.

Délibération n°2016-009

OBJET : COMMUNICATION - TARIFICATION DES INSERTIONS PUBLICITAIRES 2016

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

DE FIXER les tarifs des insertions publicitaires 2016 dans les magazines d'Orgeval selon l'annexe jointe à la présente délibération.

Délibération n°2016-010

**OBJET : SOLIDARITE
ENGAGEMENT DE LA COMMUNE D'ORGEVAL DANS L'AIDE AUX REFUGIES**

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (1 voix contre (M. LOUVET)),

DECIDE

D'APPROUVER le dispositif d'accueil des réfugiés déployé par la commune d'Orgeval et son CCAS qui se traduit par la mise à disposition d'un logement sis 105 rue de Feucherolles et la prise en charge des frais liés aux temps périscolaires.

D'AUTORISER M. le Maire à signer la convention définissant les modalités de mise à disposition du bien sis 105 rue de Feucherolles à Orgeval et d'effectuer toutes les démarches s'y rapportant.

D'AUTORISER M. le Maire à faire les démarches nécessaires pour les demandes de subventions auprès de l'Etat et à signer tout document s'y afférant.

PREND ACTE que les actions menées dans le cadre de ce dispositif (restauration scolaire, accueil de loisirs, TAP, activités durant les vacances scolaires, mini-séjours, séjours d'été et d'hiver, classes de découverte, dispositifs de l'école municipale des sports et études dirigées) seront supportées financièrement par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune d'Orgeval jusqu'en août 2016.

DIT que les dépenses sont inscrites au budget de l'année en cours.

Daniel LOUVET s'interroge sur l'association la société Saint-Vincent de Paul : association loi 1901 ou association religieuse ? Pierre GUERIN répond qu'elle a le même statut que le secours catholique. Daniel LOUVET s'interroge sur la légalité de la mise à disposition du logement rue de Feucherolles car le conseil municipal a voté sa destination, lors de l'acquisition de ce bien ; elle est consacrée au programme d'aménagement du secteur Feucherolles-Colombet. Sa destination ne peut pas être modifiée. Yannick TASSET rappelle que lorsque les travaux commenceront, la maison sera libérée. Rien ne s'oppose à ce que la commune mette ce bien à disposition, puisqu'elle en est propriétaire. Ce bien a été acheté pour le détruire et le mettre à disposition d'un promoteur, tant qu'il n'est pas détruit, on en fait ce qu'on veut. Guy DOUNIES demande si cet accueil est provisoire et quand les réfugiés retourneront dans leur pays d'origine. Pierre GUERIN répond que, malheureusement, il n'y a pas de date de fin à la guerre.

Aude BESCHI précise que le bail est conclu jusqu'à la démolition de la maison. En ce qui concerne le financement de la scolarisation des enfants, il se terminera fin août, ce qui permet aux enfants de réussir leur intégration et de voir comment on vit en France.

Délibération n°2015-011

OBJET : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

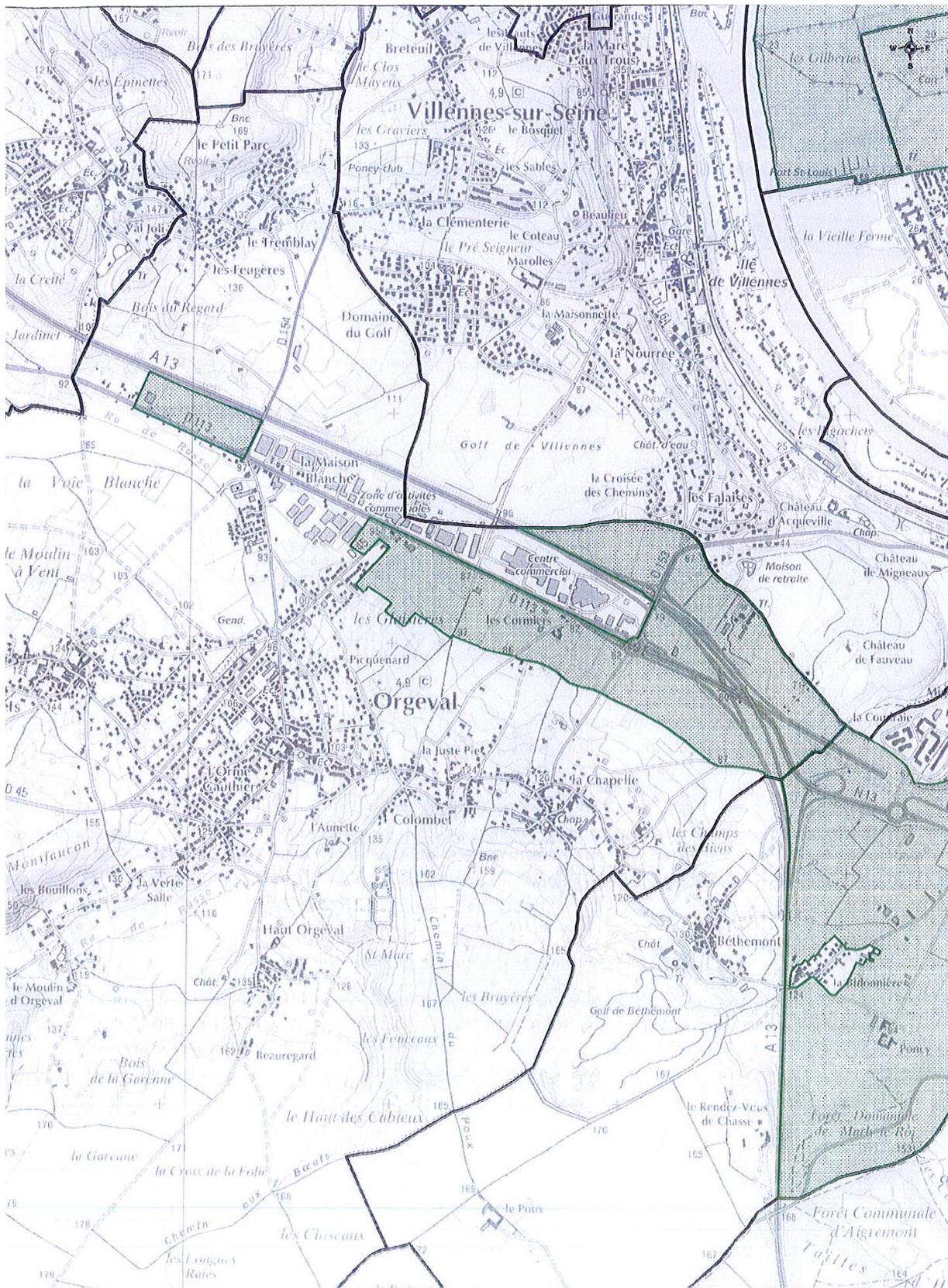
AVIS PORTANT SUR LE MAINTIEN DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (25 voix pour, 4 abstentions (Mme COCHARD, Mme BESCHI, Mme CHARTIER, M. LOUVET)),

DECIDE

DE DONNER UN AVIS FAVORABLE au renouvellement de la Zone d'Aménagement Différé sur le territoire d'Orgeval, conformément au plan ci-joint.



Pierre GUERIN rappelle que la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) est une zone sur laquelle l'Etat intervient pour limiter la spéculation foncière. Sa durée étant limitée, l'Etat demande que la commune se prononce sur le renouvellement de la ZAD et son périmètre. Pierre GUERIN propose de maintenir la ZAD dans la mesure où cela ne gêne pas l'évolution prévue de la zone de 40 Sous. Elle peut protéger d'un certain nombre de projets qui pourraient fleurir à proximité de l'autoroute. A titre d'information, la Communauté Urbaine, également interrogée sur cette question, demande la suppression de la ZAD ; ce qui peut nous motiver à la conserver. Supprimer cette protection serait imprudent aujourd'hui. On ne connaît pas le devenir de l'O.I.N et de l'EPAMSA qui avait été désigné pour gérer le problème de la ZAD.

Thierry LANGLAIS demande si le conseil municipal est habilité à se prononcer sur cette question. Pierre GUERIN explique que l'Etat a demandé son avis à la CA2RS qui est devenue Communauté Urbaine et aussi à la commune d'Orgeval car c'est une affaire d'Etat.

Daniel LOUVET relève l'implantation illégale du carrossier sur la zone de 40 Sous. Yannick TASSET indique que l'Etat a délivré le permis de construire et donné son accord. Pierre GUERIN précise que cela a été justifié par le fait que son activité était liée aux dépannages sur les autoroutes. Laurent de RUFFIER D'EPENOUX et Hélène BOISVERD observent que certains concessionnaires automobiles ont changé d'enseigne alors qu'ils sont implantés illégalement. Pierre GUERIN précise que la surface est identique ; on ne peut donc rien faire. Yannick TASSET précise que l'implantation de MAI Renault est illégale car il y a occupation du territoire agricole ; ce qui n'est pas le cas du concessionnaire en face d'Art de Vivre. Hélène BOISVERD souligne que le permis était, au départ illégal. Eliane MARCHAL demande si l'Etat a signé le permis de construire pour BRICORAMA. Yannick TASSET lui répond qu'il a signé le permis au nom du Préfet. Guy DOUNIES regrette que le rond-point créé ne desserve pas également le parc-relais. Yannick TASSET en convient et déplore que la CA2RS, à qui la commune a transféré ce dossier, n'a pas durant 3 ans avancé sur la création du parc-relais. Hélène BOISVERD indique que ce projet a coûté 400 000 € à la commune. Yannick TASSET précise qu'il a été signifié à la CA2RS que, si ce projet ne se faisait pas, la somme de 400 000 € relative à l'acquisition des terrains devra être restituée.

Délibération n°2016-012

OBJET : URBANISME

DENOMINATION DE RUES – SECTEUR D'AMENAGEMENT VENTE BERTINE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

ADOpte les dénominations suivantes, selon le plan joint en annexe :

- Rue du Bois des Ventes
- Rue du Haut des Carreaux,
- Allée du Clos Bonin,
- Sente des Bûcherons,
- Allée du Clos Rollet.

DONNE pouvoir à M. le Maire ou son représentant pour procéder à toute démarche administrative pour ce dossier.

Yannick TASSET propose de désigner les voies desservant le programme d'aménagement situé sur le secteur de la Vente Bertine en mémoire aux anciens lieux-dits et sentiers aujourd'hui disparus : rue du Bois des Ventes, Rue du Haut des Carreaux, Allée du Clos Bonin, Sente de la Fosse Rouge, Allée du Clos Rollet. Il est proposé de changer la désignation de la sente de la Fosse Rouge qui peut porter à confusion avec le sentier rural qui porte le même nom. Daniel LOUVET en explique la signification et indique que l'on y découpait le bois. Yannick TASSET propose de désigner cette voie Sente des Bûcherons.

Délibération n°2015-013

OBJET : URBANISME

ACQUISITION DE TERRAINS NECESSAIRES A L'ELARGISSEMENT DE LA VOIE PUBLIQUE – PARCELLE B 2085 ET PARCELLE B 2086

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

DE DONNER un avis favorable à la procédure d'acquisition concernant une surface de 13 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section B 2085 au prix de 5 005 € en conservant les droits à bâtir.

DE DONNER un avis favorable à la procédure d'acquisition concernant une surface de 13 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section B 2086 au prix de 5005 € en conservant les droits à bâtir.

D'AUTORISER le Maire ou son représentant à effectuer les démarches nécessaires afférentes à ces acquisitions :

- signer tout acte relatif à cette acquisition
- prendre en charge les frais de notaires et de géomètre liés à l'achat des parcelles.

Geneviève KOLODKINE souligne que ce sujet avait déjà fait l'objet, lors d'un précédent conseil, d'une délibération où les mêmes riverains achetaient le terrain ; elle s'étonne que la délibération présentée ce soir porte sur une vente de terrain ? Pierre GUERIN précise que la première fois il était envisagé un échange avec la privatisation de la sente ; finalement, on régularise la situation en séparant les projets. Geneviève KOLODKINE observe une erreur sur le nom de la rue ; il faut lire sente des Cormiers et non sente des Cormiers. Yannick TASSET pense qu'il s'agit d'une erreur sur le cadastre, il s'agit de la sente des Cormiers.

Délibération n°2016-014

OBJET : URBANISME

ACQUISITION DES PARCELLES D 890 ET D 933 - EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF ST-MARC

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (M DOUNIES et Mme COCHARD ne prennent pas part au vote),

DECIDE

D'APPROUVER l'acquisition par la Commune auprès des conjoints SOYER des parcelles cadastrées section D 890 et D 933 d'une superficie totale de 1 676 m² moyennant le prix de 4 022.40 € dans lequel l'indemnité de emploi est comprise pour 670.40 €.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le traité d'adhésion à ordonnance à intervenir, ainsi que toutes les pièces nécessaires à ces acquisitions.

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget principal de la commune d'Orgeval.

Délibération n°2015-015

OBJET : URBANISME

ACQUISITION DE LA PARCELLE D 894 - EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF ST-MARC

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (M DOUNIES et Mme COCHARD ne prennent pas part au vote),

DECIDE

D'APPROUVER l'acquisition par la Commune auprès de M. Jean-Pierre GUITTET de la parcelle cadastrée section D 894 d'une superficie de 835 m² moyennant le prix de 1 804 € dans lequel l'indemnité de emploi est comprise pour 300.60 €.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le traité d'adhésion à ordonnance à intervenir, ainsi que toutes les pièces nécessaires à ces acquisitions.

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget principal de la commune d'Orgeval.

Délibération n°2016-016

OBJET : URBANISME

ACQUISITION DE LA PARCELLE D 2253 - EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF ST-MARC

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (M DOUNIES et Mme COCHARD ne prennent pas part au vote),

DECIDE

D'APPROUVER l'acquisition par la Commune auprès de Mme BOCHAST / SOYER de la parcelle cadastrée section D 2253 d'une superficie de 1 647 m² moyennant le prix de 3 952.80 € dans lequel l'indemnité de remploi est comprise pour 658.80 €.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le traité d'adhésion à ordonnance à intervenir, ainsi que toutes les pièces nécessaires à ces acquisitions.

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget principal de la commune d'Orgeval.

Délibération n°2015-017

OBJET : URBANISME

ACQUISITION DE LA PARCELLE D 2653 - EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF ST-MARC

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (M DOUNIES et Mme COCHARD ne prennent pas part au vote),

DECIDE

D'APPROUVER l'acquisition par la Commune auprès des conjoints DUTORTE de la parcelle cadastrée section D 2653 d'une superficie de 2 225 m² moyennant le prix de 5 340 € dans lequel l'indemnité de remploi est comprise pour 890 €.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le traité d'adhésion à ordonnance à intervenir, ainsi que toutes les pièces nécessaires à ces acquisitions.

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget principal de la commune d'Orgeval.

Délibération n°2016-018

OBJET : ACCESSIBILITE

ADOPTION D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (Ad'AP) POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés (28 voix pour, 1 abstention (M. LOUVET),

DECIDE

D'APPROUVER l'Agenda d'Accessibilité Programmée tel que présenté pour mettre en conformité les ERP et IOP de la commune.

D'AUTORISER le Maire à prendre toute décision à signer tout acte ou document tendant à rendre effective cette décision.

Hélène BOISVERD s'étonne que la commission n'ait jamais été réunie. Elle souligne que c'est au quotidien que les membres de la commission peuvent faire remonter les problèmes. Yannick TASSET lui propose de travailler sur cette question avec Jean-Michel SCHMIDT et les membres de la commission.

Eliane MARCHAL dit que cette question n'a pas été examinée à la commission travaux. Yannick TASSET lui répond que ce point a été abordé lors de la réunion de la commission travaux en date du 12 mars 2015.

Délibération n°2015-019

OBJET : PREVENTION DES RISQUES

CESSIONS A TITRE GRACIEUX DE LA SIRENE DU RESEAU NATIONAL D'ALERTE DE L'ETAT

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

D'APPROUVER l'acquisition par la commune d'Orgeval, à titre gracieux, de la sirène située sur le bâtiment de la Brunetterie,

D'AUTORISER le Maire à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Délibération n°2015-020

OBJET : RESSOURCES HUMAINES

PRÉCISIONS SUR LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE ET DES AVANTAGES COLLECTIVEMENT ACQUIS

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DECIDE

DE MODIFIER LES CONDITIONS DE VERSEMENT des primes énoncées ci-dessous pour les agents placés en congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie :

- Suspension progressive du régime indemnitaire mensuel :
 - 25% d'abattement les 3 premiers mois,
 - 50 % d'abattement les 3 mois suivants,
 - 100 % d'abattement à partir du 6^{ème} mois.

- Suspension progressive des avantages collectivement acquis :
 - 50 % de la prime de fin d'année durant la première année,
 - 0 % de la prime de fin d'année à partir de la 2^{ème} année de CLM, CLD ou CGM.

DIT que ces nouvelles règles s'appliqueront au 1^{er} mars 2016 pour les agents placés dans ces positions administratives.

Eliane MARCHAL revient sur le projet Feucherolles – Colombet : lors du dernier conseil municipal il avait été dit que les logements seraient vendus au prix moyen de 4 550 euros TTC/m² ; un additif au contrat de concession devait préciser que ce montant inclurait le parking, or cela n'a pas été modifié.

Yannick TASSET répond qu'effectivement il s'était engagé à modifier le prix dans le document final mais cela n'a pas été fait car M. LOUVET allait écrire au sous-préfet au motif qu'on n'avait pas le droit de le modifier. Daniel LOUVET dit que dans ce cas, il faut faire un amendement.

Pierre GUERIN explique qu'effectivement « le parking compris » avait été négocié, il a été oublié dans les dossiers remis au conseil du 17 décembre 2015. Il avait dit qu'il serait mis en correction dans le

document définitif, mais cela allait donner cours à de nouvelles remarques. Il a donc demandé un écrit au concessionnaire pour qu'il confirme le prix parking inclus ; il a eu cet écrit qu'il a d'ailleurs transmis à Mme MARCHAL. Ce prix sera repris et signé dans la promesse de vente préparée par le notaire. L'affaire est bouclée, le prix indiqué comprend le parking. Le seul problème qui se pose c'est de savoir comment compter parking compris car il y a des appartements qui comptent 1 parking et d'autres 2 parkings, c'est pour cela qu'il s'agit d'un prix moyen.

Eliane MARCHAL dit qu'elle a bien eu le message le vendredi 22 janvier. Demain elle enverra ce mail à tout le monde pour informer que les nouveaux constructeurs confirment le prix moyen parking inclus ; par contre elle trouve curieux que l'origine de ce mail émanant des nouveaux constructeurs ne soit pas marqué, elle n'a pas l'habitude d'avoir des justificatifs qui ressemblent à celui-là.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h15.

Fait à Orgeval, le 16 février 2016.

**La secrétaire de séance,
Hélène BOISVERD**

**Le Maire,
Yannick TASSET**